

## **Mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine au sein de la main-d'œuvre**

Bonjour, je m'appelle Mariam Pirzada et je me considère comme une féministe qui souhaite que les problèmes auxquels se heurtent les femmes soient reconnus afin d'être résolus. Oxfam m'a donné l'occasion de discuter de la campagne « Short Changed » avec la députée Julie Dubrusin. J'avais accepté cette rencontre parce que je veux mettre un terme aux obstacles auxquels sont confrontées les femmes, en particulier ceux contre lesquels les femmes se battent depuis des années. Nous sommes en 2017, et l'un des nombreux problèmes que les femmes doivent encore affronter est l'écart salarial et le manque de reconnaissance pour leurs efforts. Malheureusement, l'iniquité salariale entre les hommes et les femmes est un problème historique qui persiste, malgré l'adoption de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* de 1977 au fédéral, et de la *Fair Employment Practices Act* et de la *Female Employees Fair Remuneration Act*, en Ontario, en 1951. Il est évident que les politiques adoptées ne sont pas appliquées. Cette question doit être résolue immédiatement, car elle a non seulement des répercussions négatives sur la vie des femmes, mais également sur celle des personnes de leur entourage (par exemple une mère célibataire essayant de faire vivre une famille). Heureusement, Oxfam a non seulement reconnu le problème, mais a pris position pour mettre un terme à cet obstacle par l'intermédiaire de la campagne « Short Changed ».

Si le gouvernement a pris d'importantes mesures pour concrétiser son programme féministe, le secteur qui accuse le plus de retard est celui de la sécurité économique des femmes. Comme vous pouvez le constater, cette étude est opportune et importante.

En janvier, Oxfam a révélé que la richesse de deux milliardaires était supérieure à celle des 30 % les plus pauvres de la population canadienne. L'inégalité croissante mine les avancées dans la lutte contre cette inégalité et est particulièrement néfaste pour les femmes, qui représentent la majorité des pauvres du monde. À l'étranger comme au Canada, les femmes sont de loin les plus nombreuses à occuper un emploi mal rémunéré qui souvent répond tout juste aux besoins de sécurité et d'intégrité physique.

Notre modèle économique actuel repose sur le travail bon marché des femmes pour maximiser les profits des actionnaires, ce qui explique pourquoi la croissance économique ne réduit pas nécessairement l'inégalité ou ne donne même pas l'espoir d'échapper à la pauvreté. Certes, une participation égale des hommes et des femmes à l'économie stimule la croissance économique, mais, à elle seule, la croissance ne suffit pas à faire progresser l'égalité entre les sexes. J'appuie les recommandations d'Oxfam Canada qui définissent les cinq domaines sur lesquels nous devons nous concentrer afin que la croissance soit véritablement inclusive.

Premier domaine : Le gouvernement doit s'assurer que les travailleurs gagnent un salaire de subsistance. Les femmes représentent 60 % des travailleurs touchant le salaire minimum au Canada. Elles sont souvent contraintes d'accepter un emploi mal rémunéré et précaire parce qu'elles n'ont aucun filet de sûreté digne de ce nom, en partie parce qu'elles ont du mal à obtenir de l'assurance-emploi et que les prestations reçues sont trop faibles pour leur permettre de joindre les deux bouts. Or, le salaire minimum n'est suffisant nulle part au Canada pour gagner sa vie. Sans un salaire décent, les femmes n'ont aucune chance de sortir de la pauvreté ou d'atteindre l'égalité économique. *Le gouvernement doit offrir des salaires de subsistance et faire en sorte que les marchés publics ne soient accordés qu'aux employeurs qui adoptent ce principe. Les provinces et le secteur privé doivent lui emboîter le pas. Le gouvernement doit aussi soutenir le droit des femmes de s'organiser, d'une part au pays, en faisant passer le budget annuel de Condition féminine Canada à 100 millions de dollars, et d'autre part à l'étranger, en investissant 100 millions de dollars par année dans des organisations, des réseaux et des mouvements de défense des droits des femmes.*

Deuxième domaine : Le gouvernement doit faire de l'équité salariale une priorité. Dans 469 des 500 professions recensées par Statistique Canada, les femmes gagnent moins que les hommes. Cette disparité salariale est encore plus marquée chez les femmes racialisées, autochtones et immigrantes. De plus, les femmes composent avec le défi supplémentaire d'entrer et de sortir du marché du travail pour prendre soin de leurs enfants, de personnes âgées et de personnes malades, souvent sans bénéficier de l'assurance-emploi, ce qui réduit considérablement leur potentiel salarial. *Le gouvernement doit accélérer l'adoption d'une mesure législative sur l'équité salariale. Il doit utiliser tous les outils à sa portée pour obliger les provinces à lui*

*emboîter le pas. De plus, le gouvernement doit réduire le seuil d'admissibilité à l'assurance-emploi et l'indexer aux besoins plutôt qu'aux revenus. Il doit également bonifier le Régime de pensions du Canada et les prestations du Supplément de revenu garanti.*

Troisième domaine : Le gouvernement doit lutter globalement contre la violence faite aux femmes. La violence à caractère sexiste a une forte incidence sur la sécurité des femmes, et l'insécurité économique peut rendre les femmes plus vulnérables à la violence. En outre, l'absentéisme et le faible rendement au travail liés à la violence peuvent exposer les victimes à des sanctions disciplinaires et à la cessation d'emploi. *Le gouvernement doit élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national sur la violence envers les femmes. La stratégie fédérale en matière de violence fondée sur le sexe est certes un pas dans la bonne direction, mais il faut adopter un plan d'action national global pour que les femmes, peu importe où elles se trouvent, aient accès aux mêmes niveaux de services et de protection. Nous demandons aussi au gouvernement de prendre exemple sur le Manitoba et d'adopter une mesure législative permettant aux victimes de prendre congé sans risquer de perdre leur emploi.*

Quatrième domaine : Le gouvernement doit investir dans l'économie des soins. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, la prise en charge des soins non rémunérés incombe aux femmes de manière disproportionnée. Au Canada, les femmes consacrent 3,9 heures par jour à des soins non rémunérés, comparativement à 2,4 heures pour les hommes. Les normes sociales sont en partie responsables de cet écart. *Le gouvernement doit maintenir et accroître le financement des services de garde afin que tous aient accès à des garderies de qualité d'ici 2020. Il faut compléter ces investissements par des initiatives qui garantissent des salaires de subsistance et l'équité salariale à tous les travailleurs des services de garde ainsi que des congés parentaux équitables et des formules de travail flexibles.*

Cinquième domaine : La lutte contre l'insécurité économique des femmes nécessite du leadership à l'échelle nationale et mondiale. Dans un contexte de mondialisation, ce sont les mêmes facteurs qui contribuent à l'insécurité économique des femmes au Canada et dans le monde. L'économie mondiale progresse sur le dos des femmes, parce que les entreprises mènent une course vers le bas en ce qui concerne les salaires et les normes de travail. Le gouvernement

doit aussi responsabiliser les entreprises de façon à ce qu'elles rendent compte de leur empreinte dans le monde, peu importe le pays où elles font des affaires. *Le gouvernement doit envisager sérieusement de tenir les entreprises responsables dans le cadre de son programme politique féministe et commander une étude lui permettant de déterminer précisément ce qu'il faut faire pour améliorer la situation.*

J'appuie pleinement les recommandations et les modifications proposées par Oxfam Canada, et j'attends avec impatience les recommandations du comité.

Sincères salutations,

Mariam Pirzada